

**Document Individuel de Prise En Charge
Maison d'Accueil Spécialisée**

Elaboré conformément à l'article L311-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles et au décret n°2004-1274 du 26 novembre 2004

Codification :

Version :

Date d'application :
01/09/2021

Pagination : 1/8

Préambule

Le présent DIPEC est établi lors de l'admission et remis à chaque bénéficiaire et le cas échéant, à son représentant légal, au plus tard dans les quinze jours qui suivent l'admission.

Le contrat est signé dans le mois qui suit l'admission.

Il fixe les règles de l'intervention de l'accueil de jour ainsi que les droits et obligations de l'établissement et des personnes accompagnées.

Il est l'expression d'un engagement réciproque et s'applique à toutes les personnes accueillies par le service.

Le présent DIPEC est établi entre l'établissement :

L'ESAT-Foyers La Soubretière/ MAS de Couëron

représenté par la Directrice/Directeur général(e),
ou par délégation, la Directrice/Directeur de pôle,

ET

Monsieur / Madame

Prénom :

Nom :

représenté(e) si besoin par son ou ses représentants légaux :

M/Mme



Document Individuel de Prise En Charge Maison d'Accueil Spécialisée

Elaboré conformément à l'article L311-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles et au décret n°2004-1274 du 26 novembre 2004

Codification :

Version :

Date d'application :

01/09/2021

Pagination : 2/8

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Durée de l'accompagnement

Le bénéficiaire est admis à la suite d'une notification de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) en date du/...../.....

Le bénéficiaire est admis à compter du/...../.....

Le présent DIPEC est conclu pour la durée soit :

- équivalente à la décision administrative (durée de validité de la notification de la CDAPH) et pour toute la durée des décisions successives n'impliquant pas de nouvelle orientation et selon la périodicité suivante :

.....
.....
.....
.....

- de manière ponctuelle et jusqu'au/...../.....

La personne accueillie sera accompagnée par M/Mme

Article 2 : Attentes de le bénéficiaire

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Article 3 : Objectifs de l'accompagnement

3.1 Accueil régulier

L'objectif, dans un premier temps, est d'évaluer les besoins et attentes du bénéficiaire au cours d'une période d'observation, afin d'élaborer un premier projet personnalisé dans les six mois de la signature du présent contrat, sauf dans le cadre d'un accueil ponctuel.

Ce « Projet personnalisé » sera établi sous la forme d'un avenant au présent DIPEC et viendra

préciser les objectifs, les modalités individualisées d'accompagnement, les prestations les plus adaptées pouvant être mises en œuvre et leur coût prévisionnel, en concertation avec :

- Le résident, assisté le cas échéant par son représentant légal,
- L'équipe d'encadrement éducatif et soignant,
- Le référent projet du service fréquenté.

Ce projet sera revu tous les ans et sera inclus sous forme d'avenant au présent contrat.

L'équipe pluridisciplinaire de l'établissement poursuit, en fonction des projets personnalisés, les objectifs d'accompagnement suivants :

- Assurer un bien-être moral ainsi que la sécurité physique,
- Proposer un accompagnement adapté aux besoins dans un cadre d'un accueil de jour,
- Proposer un accompagnement éducatif et social personnalisé afin de favoriser ou développer la vie citoyenne dans le respect des droits.

3.2 Accueil ponctuel

Les objectifs de cet accueil ponctuel sont :

- Une aide au répit pour l'aidant
- Permettre à l'aidant de partir en vacances
- Répondre à une situation d'urgence :
- Etre utilisé pour un séjour de rupture avec l'établissement ou la famille d'accueil où l'intéressé(e) est hébergé(e) habituellement
- Une familiarisation à la vie en établissement ou à l'accueil de jour
- Une évaluation de la situation du comportement et des capacités de la personne accueillie avant une admission en accueil de jour
- Autre (à préciser) :

Article 4 : Conditions de séjour et d'accueil

4.1 Accompagnement

Comme le projet d'établissement le décrit, le personnel œuvre quotidiennement au maintien de l'autonomie du bénéficiaire dans les actes de la vie quotidienne.

Cet objectif passe par un accompagnement personnalisé et adapté aux besoins de la personne. Les journées sont partagées entre la participation ou l'accompagnement aux tâches de la vie quotidienne, à des activités ou ateliers, ainsi qu'à du temps libre.

L'organisation est susceptible de varier en fonction des projets de chacun et des accompagnements proposés sur le service.

Lors de votre premier accueil, il vous est remis un livret d'accueil, la Charte des droits et

libertés de la personne accueillie, ainsi qu'un exemplaire du règlement de fonctionnement de l'établissement précisant vos droits et obligations au sein de l'établissement.

Ces documents présentent et précisent le cadre d'accueil (restauration, fonctionnement du service...).

Ces documents sont remis au moment de l'admission, doivent être lus et signés.

4.2 Prise en charge médicale

En cas de maladie, l'établissement prendra les dispositions nécessaires, en faisant appel aux médecins généralistes de la commune.

Pour les hospitalisations, l'établissement relève du centre hospitalier de

Le bénéficiaire ou son représentant remettra au service éducatif, les prescriptions médicales correspondantes à la durée de l'accueil ainsi que les médicaments, qui seront préparés dans des semainiers sécurisés et nominatifs.

4.3 Repas

En cas de régime alimentaire, il sera demandé une prescription médicale du médecin ou une prescription d'un diététicien.

Article 5 : Secret partagé

L'ensemble des professionnels de l'établissement est soumis au secret professionnel, à une obligation de discrétion et à un devoir de réserve s'agissant des fonctionnaires, sur les informations venues à leur connaissance.

Les informations concernant le bénéficiaire qui sont strictement nécessaires à la coordination ou à la continuité des soins, à la prévention, à l'accueil, à l'accompagnement, ou à son suivi médico-social et social, sont partagées avec l'ensemble de l'équipe participant à la réalisation de ce projet au sein de l'établissement.

Si les professionnels sont extérieurs à l'établissement, le bénéficiaire, ou le cas échéant son représentant légal, devra donner son consentement préalable par tout moyen pour le partage de ces données, après avoir été informé de la nature de ces informations et de l'identité et la qualité de ce professionnel extérieur.

La coordination du projet personnalisé garantit la cohérence, la continuité et la qualité des interventions.

Il est possible pour le bénéficiaire, ou son représentant légal (dans la limite des dispositions

Document Individuel de Prise En Charge Maison d'Accueil Spécialisée

Elaboré conformément à l'article L311-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles et au décret n°2004-1274 du 26 novembre 2004

Codification :
Version :
Date d'application : 01/09/2021
Pagination : 5/8

légales et réglementaires), d'accéder à l'ensemble des informations ou documents relatifs à sa prise en charge, de rectifier les informations le concernant et de s'opposer à tout moment à l'échange et au partage d'informations le concernant.

Article 6 : Droit à l'image

Dans le cadre de l'accompagnement ou de la vie institutionnelle, le bénéficiaire pourrait être amené à figurer sur des supports audiovisuels (photographies ou vidéos).

Il est demandé au bénéficiaire, et le cas échéant à la personne chargée de sa protection, de fournir leur consentement pour la reproduction et la diffusion de son image sur un support audiovisuel interne à l'établissement ou au service ayant pour objectif soit une présentation de l'activité réalisée aux autres bénéficiaires et professionnels soit la mise en place d'outils d'aide à l'autonomie.

	<u>Bénéficiaire</u> s'il est en état de donner son autorisation :	<u>Tuteur</u> si le bénéficiaire n'est pas en état de prendre seul la décision :
Autorisation pour les photographies :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Autorisation pour les vidéos :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
si le bénéficiaire bénéficie d'une mesure de protection :	<input type="checkbox"/> le bénéficiaire a été assisté dans son choix par M/Mme..... (personne chargée de sa protection)	

Dans l'éventualité d'une reproduction et d'une diffusion de photographies ou vidéos sur un support externe à l'établissement ou au service (presse, plaquette de représentation...) :

- Si le bénéficiaire est en mesure de donner son autorisation : une demande d'autorisation ponctuelle lui sera adressée pour qu'il donne son accord, le cas échéant avec l'assistance de la personne chargée de sa protection
- Si le bénéficiaire n'est pas en mesure de consentir seul à cette décision : la personne chargée de sa protection devra obtenir l'autorisation préalable du juge des tutelles, ou du conseil de famille s'il a été constitué

Article 7 : Condition de participation financière

Le financement de la MAS est assuré par un prix de journée, fixé annuellement par arrêté préfectoral, et payé par les organismes de sécurité sociale, conformément à l'article L.162-24-1 du code de la sécurité sociale.

Les bénéficiaires sont astreints au règlement du forfait journalier hospitalier (Montant :.....) qui sera facturé au représentant légal mensuellement si le résident ne bénéficie pas de la couverture maladie universelle.

Les modalités de transport sont prises en charge par l'établissement autant pour ce qui de la venue que pour son départ, y compris en cas d'interruption anticipée de l'accueil.

Pour les jeunes issus d'établissements d'éducation spécialisée, les frais de séjour seront facturés à ces structures si elles continuent à percevoir le prix de journée de l'assurance maladie pendant l'absence de la personne en situation de handicap.

Une participation financière ponctuelle peut être demandée pour certaines activités de loisir.

Article 8 : Responsabilités respectives

8.1 L'établissement

L'établissement est assuré pour l'exercice de ses différentes activités, dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

8.2 Le bénéficiaire

Pour les dommages dont il peut être l'auteur et éventuellement la victime, le bénéficiaire doit souscrire une assurance responsabilité civile et dommages accidents, dont il justifie chaque année auprès de l'établissement, en fournissant une copie de l'attestation.

Le bénéficiaire ou son représentant légal certifie avoir reçu l'information sur les règles relatives aux biens et objets personnels.

Cela s'applique particulièrement sur la responsabilité de l'établissement et ses limites, en cas de vol, de perte ou de détérioration de ses biens.

Article 9 : Conditions de modification et de résiliation du DIPEC

Toute modification du présent DIPEC devra faire l'objet d'un avenant signé par les parties. Par ailleurs, le DIPEC peut être résilié à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

9.1 À l'initiative du résident ou du représentant légal :

Le DIPEC peut être résilié à la demande du résident, ou le cas échéant de son représentant légal quel que soit le motif.

La demande de résiliation doit être adressée au Directeur de l'établissement par courrier

recommandé avec accusé de réception dans un délai de 30 jours avant la date prévue de départ, à compter de la réception de ce courrier.

9.2 À l'initiative de l'établissement

Sous réserve que des solutions de réorientation aient été étudiées au préalable, en collaboration avec le résident, le cas échéant son représentant légal, la Direction pourra proposer une réorientation appropriée dans les cas suivants :

- À la suite d'un désaccord fondamental sur l'accompagnement,
- En cas d'actes graves commis par le bénéficiaire,
- En cas d'évolution du handicap ayant un impact sur l'évolution du projet du résident ou nécessitant des soins intensifs d'ordre médical,
- En cas de changement de domicile, d'éloignement géographique de la famille,
- En cas de réorientation prononcée par la CDAPH.

Article 10 : Lutte contre la maltraitance

Dans le cadre de la lutte contre la maltraitance à l'encontre des bénéficiaires, la direction de l'établissement est tenue d'effectuer un signalement, sans délai et par tout moyen, auprès des autorités judiciaires ou administratives, de tout dysfonctionnement grave dans sa gestion ou son organisation susceptible d'affecter la prise en charge des bénéficiaires, leur accompagnement ou le respect de leurs droits et de tout évènement ayant pour effet de menacer ou de compromettre la santé, la sécurité ou le bien-être physique ou moral des bénéficiaires.

Ces dysfonctionnements et évènements relèvent des catégories suivantes :

- Les sinistres et évènements météorologiques exceptionnels,
- Les accidents ou incidents liés à des défaillances d'équipement techniques de la structure et les évènements en santé environnement,
- Les perturbations dans l'organisation du travail et la gestion des ressources humaines,
- Les accidents ou incidents liés à une erreur ou à un défaut de soin ou de surveillance,
- Les situations de perturbation de l'organisation ou du fonctionnement de la structure liées à des difficultés relationnelles récurrentes avec la famille ou les proches d'une personne prise en charge, ou du fait d'autres personnes extérieures à la structure,
- Les décès accidentels ou consécutifs à un défaut de surveillance ou de prise en charge d'une personne,
- Les suicides et tentatives de suicide, au sein des structures, de personnes prises en charge ou de personnels,
- Les situations de maltraitance à l'égard de personnes accueillies ou prises en charge,

**Document Individuel de Prise En Charge
Maison d'Accueil Spécialisée**

Elaboré conformément à l'article L311-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles et au décret n°2004-1274 du 26 novembre 2004

Codification :
Version :
Date d'application : 01/09/2021
Pagination : 8/8

- Les disparitions de personnes accueillies en structure d'hébergement ou d'accueil, dès lors que les services de police ou de gendarmerie sont alertés,
- Les comportements violents de la part du bénéficiaire, à l'égard d'autres bénéficiaires ou à l'égard de professionnels, au sein de la structure, ainsi que les manquements graves au règlement du lieu d'hébergement ou d'accueil qui compromettent la prise en charge de ces personnes ou celle d'autres bénéficiaires,
- Les actes de malveillance au sein de la structure.
-

Fait à, **le**

Parties présentes	Mention « lu et approuvé »	Signature(s)
L'ESAT-Foyers La Soubretière, La MAS de Couëron représenté par la Directrice/Directeur général(e), ou par délégation, le Directeur/Directrice de Pôle,		
Le bénéficiaire		
Le Représentant légal		